

En Californie, après le feu, le temps de la résilience

A Pasadena et à Altadena, les habitants sont rapidement sortis de l'abattement pour préparer la reconstruction

REPORTAGE

LOS ANGELES - envoyée spéciale

Quand la voix de Gwendolyn Sanford emplit l'immense salle du Rosebud Coffee de Pasadena d'un hymne à sa maison perdue, le brouhaha de ce dimanche après-midi cesse, signe d'une attention portée à la musicienne victime de l'Eaton Fire, l'un des feux, désormais contenu à 95 %, qui a endeuillé Los Angeles en même temps que celui du quartier huppé de Pacific Palisades, contenu, lui, à 72 %. Désormais, le feu s'est décalé vers le nord-ouest, à Castaic Lake, où 30 000 personnes ont été évacuées. Dans la nuit du 7 au 8 janvier, l'artiste et sa famille ont quitté en catastrophe leur maison d'Altadena, cernée par les flammes, et depuis ils passent d'un hébergement à un autre. Mais la compositrice a tenu à se produire comme prévu, ce 19 janvier, à la fête des voisins de Pasadena.

Cette troisième édition de l'événement, qui a réuni plusieurs centaines de personnes, aurait pu sembler déplacée après le drame qui a dévoré plusieurs rues de Pasadena (137 000 habitants) et fait disparaître une grosse partie de la ville d'Altadena (42 000 habitants), y tuant 17 personnes (sur un total de 28 morts des conséquences de l'incendie) et détruisant 10 000 maisons en une nuit. Mais ce rassemblement a été « jugé plus incontournable que jamais, parce que la musique et la chaleur sont nécessaires aux victimes », résume un influenceur local, « Mister Pasadena ». Ce que confirme Gwendolyn Sanford, heureuse d'y retrouver ses amis après dix jours d'errance, même s'il a fallu lui prêter une guitare, un clavier, et même des vêtements, pour qu'elle vienne.

Avant de prendre le micro, la chanteuse a enchaîné les accolades silencieuses, senti les mains qui se posaient doucement sur son épaule, sans un mot, et reçu quelques dons d'amis, symboliques souvent, comme des copies de musiques importantes pour celle à qui l'on doit la bande-son de la série Netflix *Orange Is the New Black*. Assis à une table du café, Ashley Gonzalez et Ivan Fiallos Zambrano écoutent le concert d'une oreille, en compilant les informations réclamées par leur assureur, avec le même recul sur

« Los Angeles a déjà surmonté l'adversité par le passé, et elle le fera encore »

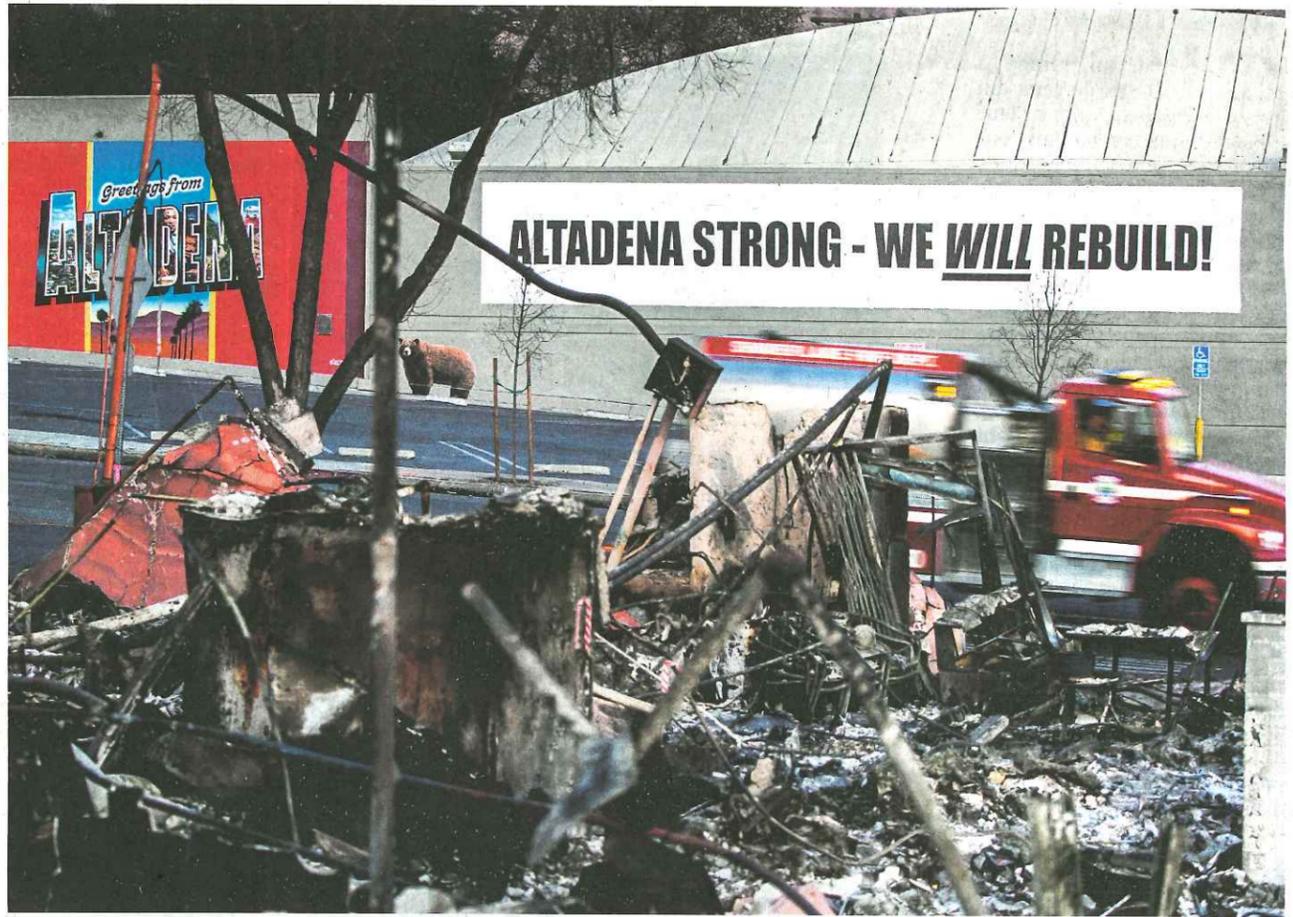
MIA LEHRER
architecte paysagiste

leur malheur. « La maison que nous louions a brûlé, certes, mais on est sains et saufs tous les deux », résume le jeune homme, qui insiste sur le fait que « cette perte n'est que matérielle ».

Quelques jours auparavant, à l'Urban Homestead de Pasadena, une petite ferme urbaine dirigée par la fratrie Dervaes – les sœurs Anaïs et Jordanne, et le frère Justin – autour de laquelle s'est formée une large communauté liée par le goût des légumes bio et le respect de la terre, Leigh Adams, 75 ans, affirmait aller « étonnamment bien », en dépit de la perte de son domicile, glissant même, en guise de boutade, être « ravie de n'avoir plus de ménage à faire ». Deux semaines après l'incendie, cette attitude ne surprend personne, comme si tout habitant de la région avait intégré que ce qu'il bâtit peut disparaître en un jour et qu'il faut vite sortir de la sidération et de l'abattement.

Dans l'Etat américain le plus exposé aux catastrophes naturelles pour avoir été urbanisé à outrance dans des zones désertiques exposées au risque sismique, le concept de résilience, forgé aux Etats-Unis dans les années 1950, a trouvé un terrain plus fertile que n'importe où dans le pays, comme l'observe l'universitaire Charles Joseph, qui travaille sur la ville pour l'Institut des Amériques, un groupement d'intérêt scientifique qui fédère en France les études en sciences humaines et sociales sur les sociétés du continent américain. Dans cette mégapole où s'invitent tous les drames, des tremblements de terre aux inondations, en passant par les incendies, l'essentiel est de rebondir. Mais cette fois, la Californie pourrait devoir se passer du soutien fédéral, menace brandie par le président Trump, qui doit s'y rendre vendredi.

« Los Angeles a déjà surmonté l'adversité par le passé, et elle le fera encore », observe Mia Lehrer, une architecte paysagiste respectée en



Dans le comté de Los Angeles, le 15 janvier : « Altadena est forte – nous allons reconstruire ». RINGO CHIU/REUTERS

Californie, à qui l'on doit bien des constructions de l'Etat réalisées avec le Studio-MLA, qu'elle dirige. « Le redressement nécessitera une direction et une coordination visionnaires, poursuit-elle, mais déjà la ville tire parti de son vaste réseau d'agences, d'organisations, de ressources. Des groupes se réunissent avec des élus et des responsables communautaires pour envisager des solutions. »

La sismologue Lucy Jones, qui a passé sa vie à améliorer la préparation des Californiens au « Big One », l'inévitable tremblement de terre qui un jour précipitera une partie de l'Etat dans le Pacifique, analyse, dans une tribune au *Los Angeles Times*, l'importance « des liens positifs tissés entre les gens » pour rebondir, avant d'ajouter que « les catastrophes majeures comme ces incendies peuvent être l'occasion de reconstruire quelque chose de mieux, une communauté plus soudée ».

C'est toute la problématique d'Altadena aujourd'hui, cette loca-

lité si spéciale où les artistes sont nombreux, où les classes moyennes blanches (42 %) côtoient des familles latines (27 %) et noires (18 %). Une cohabitation rare, au sein d'une mégapole qui s'est construite par « villages » favorisant une homogénéité d'origine et de revenus.

Un défi lancé à la nature

Autour des plantes cultivées dans l'Urban Homestead, cœur battant d'une vie écologique depuis 1985, pointe la crainte que des promoteurs s'emparent des hectares brûlés d'Altadena pour y créer des logements qui chasseraient les classes moyennes inférieures, notamment les Hispaniques et les Afro-Américains. Charles Joseph, qui connaît bien Altadena, y redoute ce qu'il qualifie de « gentrification climatique » : le réchauffement et ses conséquences chassent les populations les plus pauvres sur fond de spéculation immobilière.

Fière de sa différence, Altadena a déjà planté au milieu des cendres

des panneaux « Make Altadena Great Again » parodiant le slogan trumpien, et défend l'idée de reconstruire de façon plus durable, plus en harmonie avec la nature. Dans cette ville de « L.A. » qui est un véritable défi lancé à la nature, l'heure du virage écologique serait-elle arrivée ? « Les incendies nous rappellent qu'il est essentiel d'éduquer et de sensibiliser le public au changement climatique, à ses risques et à notre responsabilité commune d'agir pour contribuer à les atténuer », insiste Mia Lehrer.

A l'échelle plus locale, Leigh Adams, connue pour s'être battue afin de faire évoluer les règles locales d'urbanisme de son quartier en vue de pouvoir récupérer les eaux de pluie qui ruissellent des toits des maisons, compte bien s'attaquer à la « dépollution des terres ». Celle qui travaille depuis des années à la mise en place de jardins durables se dit prête au renouveau du lieu. Elle y croit, sûre elle aussi que « les crises sont propices à un renforcement du lien à la

terre », comme le rappelle Jordanne Dervaes, en référence à l'engouement qu'elle a connu au lendemain de la pandémie de Covid-19 pour ses cours sur l'agriculture régénérative.

Pour l'heure, si les feux ont éparpillé l'Urban Homestead, s'arrêtant à deux rues, la ferme doit désormais se battre pour survivre. Familles évacuées, domiciles brûlés, restaurants d'Altadena fermés... Alors que d'ordinaire les Dervaes vendent 200 paniers de légumes chaque semaine, les trois quarts de leurs clients ne viennent plus s'approvisionner.

Preuve à petite échelle que, si ces feux peuvent marquer un nouveau départ, ils risquent aussi, en l'absence de résilience économique, de porter un coup d'arrêt à une part de l'économie locale dans une ville où toute une frange de la population peut facilement basculer et rejoindre les 45 000 sans-domicile que compte déjà le centre-ville. ■

MARYLINE BAUMARD

Licencié pour boycott de l'avion, un chercheur reçoit une indemnité

Gianluca Grimalda avait parcouru 28 000 km en train, en bateau et en voiture pour revenir d'une mission en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Il est connu comme le premier employé licencié pour avoir boycotté l'avion. Gianluca Grimalda, chercheur italien en psychologie sociale, avait refusé de prendre un vol pour rentrer d'une mission scientifique en Papouasie-Nouvelle-Guinée, afin de réduire ses émissions carbone. A la place, il avait parcouru 28 000 kilomètres en train, cargo, ferry et voiture, un périple de soixante-douze jours à travers 16 pays, pour rejoindre la ville allemande de Kiel (Schleswig-Holstein), où il travaillait. Cette décision lui a coûté son poste à l'Institut pour l'économie mondiale (IfW).

Congédié en octobre 2023, le scientifique de 53 ans a engagé un recours en justice pour licenciement abusif. Après avoir perdu en première instance, il vient d'obtenir une « demi-victoire », se félicite-t-il. Le 10 janvier, Gianluca Grimalda et son ancien employeur ont accepté

l'accord proposé par le tribunal du travail de Kiel : l'institut dédommagera le chercheur, mais sans le réembaucher, en raison d'une « incompatibilité des convictions idéologiques des parties ». Le montant exact de l'indemnité de départ n'a pas été divulgué, accord de confidentialité oblige, mais Gianluca Grimalda a annoncé qu'il en verserait une partie – 75 000 euros – à des associations écologistes.

« J'aurais voulu retrouver mon emploi, mais c'est déjà un premier pas dans la reconnaissance légale d'une objection de conscience pour des raisons climatiques », nous explique-t-il de Milan, où il réside désormais. Il espère que son cas permettra d'ouvrir une discussion sur l'usage de l'avion, le moyen de transport le plus polluant, et sur l'articulation entre contraintes professionnelles et réduction de l'empreinte carbone. Le chercheur s'était rendu sur l'île de Bougainville, dans l'ar-

chipel des Salomon, en Océanie, en mars 2023, pour étudier les impacts sociaux sur les populations relocalisées en raison de la montée des océans. Il lui avait fallu trente-cinq jours pour rejoindre les atolls aux eaux turquoise, une épopée qui l'a vu traverser notamment l'Iran, l'Afghanistan et le Baloutchistan (Pakistan), où il a dû être escorté par des policiers. Il avait dû toutefois prendre deux avions, faute d'alternative, les frontières chinoises et birmanes étant fermées.

« Faute grave »

En dix ans de « voyage lent », comme il dit, son employeur l'avait toujours soutenu, valorisant même sa démarche dans des articles de communication. Mais, sur place, la mission prend du retard, en raison de mésaventures rocambolesques : un vol à main armée, la survenue d'une éruption volcanique et des problèmes de visa. Le 27 septembre 2023, il

En dix ans de « voyage lent », comme le dit le chercheur, son employeur l'avait toujours soutenu

reçoit un ultimatum de l'IfW : il doit être de retour à Kiel le 2 octobre. « J'ai été très surpris, car il n'y avait aucune nécessité pour moi d'être physiquement présent. Je fais de la recherche sur le terrain et je travaille pendant tous mes déplacements », assure-t-il. Le chercheur paie à chaque fois lui-même les coûts supplémentaires liés au voyage lent, notamment les visas, sauf dans le cas de la mission en Papouasie-Nouvelle-Guinée, financée par une fondation allemande.

Gianluca Grimalda refuse de sauter dans un avion. S'il avait pris des vols, son retour aurait rejeté dans l'atmosphère près de 5 tonnes de CO₂, soit les émissions moyennes d'une personne dans le monde pendant un an. « En état d'urgence climatique, cela me paraissait inacceptable d'un point de vue moral, étant donné qu'il y avait d'autres solutions, expliquait-il. J'avais promis aux 1 800 participants de ma recherche que je reviendrais en Allemagne avec un trajet bas carbone. » Son bilan s'est révélé dix fois moindre, avec près de 500 kilos de CO₂.

L'institut lui notifie son licenciement le 9 octobre 2023, pour « faute grave », sans indemnité. Pour Julia Steinberger, professeure à l'université de Lausanne, spécialiste en économie écologique, l'affaire est entendue : l'IfW a « clairement exercé des pressions contre l'engagement » du scientifique dans la désobéissance civile au sein du collectif

Scientist Rebellion (dont Scientifiques en rébellion est la branche française). « Nous ne commentons pas publiquement les questions de personnel interne », répond l'institut, qui dit se « féliciter de l'accord » trouvé avec le chercheur.

A ceux qui jugent sa décision insensée, Gianluca Grimalda rétorque que « la folie réside dans la poursuite de "business as usual" », qui mène à des points de bascule climatique. Il en est conscient, consacrer un ou deux mois à voyager n'est pas accessible à tous. S'il ne veut « pas dire aux autres quoi faire », il souhaite les inviter à « revoir les limites de ce qu'on considère comme normal ».

Un engagement qui a toutefois un prix : depuis plus d'un an, Gianluca Grimalda n'est pas parvenu à retrouver un emploi académique. Il repartira en Papouasie-Nouvelle-Guinée en février, en tant que chercheur indépendant. Sans avion, bien entendu. ■

AUDREY GARRIC